

Article 31 du Règlement

Je demande au gouvernement du Canada et au ministre de l'Emploi et de l'Immigration ainsi qu'à l'Agence de promotion économique du Canada atlantique de créer un fonds d'urgence pour financer des programmes de création d'emplois afin d'aider les familles canadiennes de cette région en cette période de difficultés économiques.

* * *

[Français]

LE CHEF DU BLOC QUÉBÉCOIS

M. Denis Pronovost (Saint-Maurice): Monsieur le Président, le chef du Bloc québécois vient encore une fois de nous prouver son manque de sérieux en matière économique.

Le nouveau porte-parole de Jacques Parizeau dans cette Chambre est maintenant prêt à choisir le dollar américain comme monnaie de son futur Québec indépendant. Cette déclaration, monsieur le Président, nous prouve encore une fois qu'en dehors de ses grands discours enflammés, le chef du Bloc québécois est incapable de réalisme.

Un jour, le Bloc réclame une monnaie commune avec le Canada; le lendemain, le Bloc parle d'une monnaie séparée et 24 heures plus tard, on vire capot encore une fois en parlant d'aligner la devise québécoise sur le dollar américain. La théorie suicidaire du Bloc québécois parle même par la suite d'abandonner le dollar américain pour créer à nouveau une monnaie québécoise.

Quelle incohérence! Quelle irresponsabilité politique! Les Québécois, monsieur le Président, n'accepteront pas de confier leur avenir à de tels aventuriers pour qui seules l'émotion et l'indignation servent de credo politique.

* * *

[Traduction]

L'AGRICULTURE

M. Jerry Pickard (Essex—Kent): Monsieur le Président, les agriculteurs se préparent actuellement à entreprendre les semailles du printemps. Cette période devrait être celle de l'exaltation et de l'espoir, mais elle est cependant marquée cette année par la crainte et l'anxiété; la crainte, parce que les agriculteurs sont incertains de leur avenir; l'anxiété, parce que bon nombre d'entre eux ne savent pas comment ils feront pour financer leurs activités cette année.

• (1410)

L'agriculture traverse depuis quelques années une période difficile. Les faibles prix des denrées, les désastres naturels, les inondations et la sécheresse ont fait baisser les revenus et s'envoler les épargnes. Les désastres pro-

voqués, comme l'Accord de libre-échange conclu par le gouvernement, les taux d'intérêt élevés et l'appréciation du dollar ont causé des torts irréparables à l'agriculture canadienne. Au moment où les agriculteurs s'appêtent à entamer la campagne agricole de 1991, le gouvernement se croise les bras et n'apporte aucune aide immédiate.

Depuis un an, plus de 2 000 emplois ont été perdus et au moins 12 usines ont dû ralentir sinon cesser leurs activités. Dans le comté d'Essex—Kent, deux usines de transformation ont dû fermer leurs portes et d'autres pourraient devoir faire de même. Des milliers d'acres de fruits et de légumes sont menacés. Des agriculteurs perdent leur gagne-pain.

Je fais appel au gouvernement pour qu'il intervienne sans délai afin de sauver l'agriculture et l'industrie agro-alimentaire.

* * *

L'IMMIGRATION

M. Stan Wilbee (Delta): Monsieur le Président, les gangs d'Asiatiques sont en train de devenir un grave problème au Canada. À Vancouver, Calgary, Toronto et Montréal, nous lisons dans les journaux des articles sur des cas de meurtre, de jeux d'argent, de trafic de drogue, de prostitution, d'immigration clandestine et sur d'autres crimes graves et violents commis par des gangs d'Asiatiques impitoyables.

Cela est d'autant plus troublant que nous lisons dans ces articles que ces gangs recrutent activement de nouveaux membres dont beaucoup de jeunes d'âge scolaire.

Je félicite les forces policières des villes que j'ai mentionnées de s'occuper du mieux qu'elles peuvent de ces problèmes avec les ressources disponibles. Je comprends le dépit que les policiers ressentent devant un système d'immigration qui ne réussit pas à écarter les criminels et les faux réfugiés, qui rend difficile l'expulsion des immigrants membres de gangs reconnus coupables de crimes au Canada.

J'exhorte aujourd'hui le gouvernement à étudier sérieusement les moyens de renforcer nos lois sur l'immigration en vue d'empêcher ces criminels violents et dangereux de s'installer au Canada et d'expulser rapidement ceux qui sont reconnus coupables d'actes criminels graves.

* * *

LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

M. Stan J. Hovdebo (Saskatoon—Humboldt): Monsieur le Président, le gouvernement Mulroney est encore en train de renier son engagement à l'égard du développement international, la promesse qu'il avait faite aux plus pauvres d'entre les pauvres.

Sans aucune consultation, le gouvernement a forcé l'ACDI à réduire de plusieurs millions de dollars son